

France/Affaire Benalla

# Macron riposte, sans mettre KO les critiques

AFP  
Paris/France

**Le président "a repris l'initiative, mais n'a pas repris la main", résume, par exemple, un chef de parti d'opposition.**

LE président français Emmanuel Macron a tenté une contre-attaque dans l'affaire Benalla en revendiquant sa "seule" responsabilité, sans réussir à éteindre le feu nourri des critiques.

"Le seul responsable de cette affaire c'est moi", a déclaré mardi soir le président, sortant ainsi du silence dans lequel il s'était muré depuis l'éclatement, la semaine dernière, du "Benallagate", du nom de son collaborateur Alexandre Benalla, inculpé pour avoir frappé des manifestants sans disposer d'aucun pouvoir de maintien de l'ordre.

"S'ils veulent un responsable, il est devant vous, qu'ils viennent le chercher", a lancé, bravache, le chef de l'État, fustigeant "la République des fusibles" et la "trahison" de son ancien collaborateur, qui n'avait été dans un premier temps que suspendu deux semaines, avant que la révélation de ses gestes n'entraîne son licenciement et son incul-

pation. Emmanuel Macron a "commencé à desserrer le nœud coulant", commente pour l'AFP un spécialiste de la communication politique. "Il y a eu d'abord une phase de panique quand l'affaire a éclaté, d'où le silence" puis un retour de la parole présidentielle qui est "une reprise d'initiative", poursuit cette source qui demande l'anonymat.

M. Macron a montré qu'il restait "le maître des horloges", a estimé hier le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux : celui qui parle quand il l'a décidé, et qui n'a "pas à répondre aux convocations des uns ou des autres".

"Il n'y a pas d'affaire d'État", a-t-il répété, pointant que "bâtir une République exemplaire" comme promis par Emmanuel Macron pendant la campagne présidentielle, "ça n'est pas promettre une République infaillible". "Toutes les leçons" de l'affaire Benalla "seront tirées à la rentrée", a-t-il aussi assuré. Mais l'opposition, toujours très remontée, reproche en particulier au président de s'être exprimé lors d'une soirée ne réunissant que des membres de sa majorité –



Photo : AFP

Le président Emmanuel Macron (ici du temps de sa campagne en décembre 2016, précédé d'Alexandre Benalla, à droite) : "Le seul responsable dans cette affaire, c'est moi."

"dans l'entre-soi" des élus du parti présidentiel, a relevé le président LR (opposition, droite) du Sénat, Gérard Larcher. Les journalistes n'étaient pas présents à cette soirée et les images ont été choisies et fournies par des participants.

"MATAMORE" • Ses propos "de boxeurs" ne manquent "pas de cran", juge le quotidien conservateur Le Figaro, mais cela "ne l'exonère pas d'une déclaration plus solennelle devant le pays", que les Français appellent d'ailleurs de leurs vœux : selon un sondage OpinionWay diffusé hier 66% d'entre eux souhaitent qu'Emmanuel Macron "s'adresse aux Français".

"Devant un public de fidèles, sans contradiction possible, M. Macron choisit d'éviter la plupart des questions soulevées", qui "restent très nombreuses", regrette Le Monde.

"Bien protégé au milieu de ses amis", Emmanuel Macron a fait "le matamore", a ironisé Alexis Corbière, député LFI (gauche radicale), demandant, comme d'autres politiques, que le président soit entendu par la commission d'enquête parlementaire.

Le président, qui n'est pas responsable devant le Parlement, ne peut être contraint à être auditionné, mais certains constitutionnalistes estiment que rien de l'empêche de l'être de sa propre initiative.

Pour le patron du Parti socialiste Olivier Faure, M. Macron "a repris l'initiative, mais n'a pas repris la main" : "C'est un président acculé, qui n'a pas d'autre choix que d'admettre, avant que la commission d'enquête lui fasse admettre, que tout remonte à l'Élysée" dans cette affaire.

"Une chose est sûre : le mythe du nouveau monde s'est effondré", a aussi lancé M. Larcher.

Hier, la présidente de la commission Yaël Braun-Pivet a affirmé que les députés de la majorité jugeaient "inutile d'auditionner d'autres membres du cabinet du président de la République et du ministre de l'Intérieur", comme le réclame LR.

"Il est manifeste que l'opposition privilégie une approche polémique et politique qui vise à tirer profit de l'actualité loin de tout souci de la vérité", a-t-elle dénoncé.

A la commission parlementaire, les auditions se sont poursuivies hier, les responsables de la sécurité du palais présidentiel se succédant pour justifier leur action.

Aujourd'hui, la commission passera sur le gril le secrétaire général de l'Élysée Alexis Kohler, bras droit de M. Macron.

## Zimbabwe/A moins d'une semaine de la présidentielle et des législatives

### L'opposition accuse

AFP  
Harare/Zimbabwe

LES élections présidentielle et législatives du 30 juillet au Zimbabwe, les premières depuis la chute de Robert Mugabe en novembre, sont "sur le point d'être frauduleuses", a dénoncé hier le chef de l'opposition Nelson Chamisa. L'"arrogance" de la commission électorale qui "a choisi de ne pas jouer le jeu de la transparence" et l'utilisation des médias publics par le pouvoir laissent penser que ces élections "sont sur le point d'être frauduleuses", a déclaré M. Chamisa à la presse à Harare.

"A ce stade avancé, on ne sait toujours pas combien de bulletins ont été imprimés, ni où ils ont été imprimés (...) Il y a eu une négation systématique des standards internationaux en matière de divulgation du matériel électoral", a-t-il détaillé.

"Il est évident que la ZEC (commission électorale) est partielle (...) La ZEC a



Photo : AFP

Le chef de l'opposition, Nelson Chamisa : les élections sont "sur le point d'être frauduleuses."

choisi de jeter le sifflet de l'arbitre et de soutenir l'équipe d'Emmerson Mnangagwa", le chef de l'État, a dénoncé le principal candidat de l'opposition à la présidentielle.

M. Chamisa s'est aussi indigné de la distribution de nourriture par le parti au pouvoir, la Zanu-PF. Il a toutefois exclu de se retirer de la course. "On ne peut pas boycotter notre mandat. Les gagnants ne boycottent pas.

La victoire est inévitable", a-t-il assuré.

"Mnangagwa sait que la défaite lui pend au nez. On va se rendre en nombre aux urnes et battre Emmerson Mnangagwa", a lancé le président du Mouvement pour un changement démocratique (MDC).

Les élections organisées sous l'ère de Robert Mugabe ont été régulièrement entachées de fraudes et violences. Son

successeur, Emmerson Mnangagwa, son ancien vice-président, a promis des scrutins libres et transparents. Il a invité pour la pre-

mière fois en seize ans des observateurs occidentaux, notamment l'Union européenne (UE) et le Commonwealth, qui ont répondu présents.

### C'est arrivé...

## Une femme grièvement blessée par des dingos

UNE quinquagénaire a été grièvement blessée par des dingos dans le désert australien, dans une attaque très rare de la part de ces chiens sauvages.

Deb Rundle, employée d'une mine dans la région de Pilbara, dans l'État d'Australie-Occidentale, était en pause déjeuner la semaine dernière quand elle a été attaquée par trois dingos.

« Il y avait du sang partout par terre. J'ai regardé mes blessures et je me suis dit "Mon Dieu, est-ce que je vais mourir ?" », a raconté lundi soir à la chaîne Channel Seven la femme de 54 ans sur son lit d'hôpital.

Mme Rundle, qui aura besoin de chirurgie reconstructive, a raconté qu'elle avait hurlé pendant 10 minutes avant que des collègues ne viennent à son secours.

Lynne Craigie, présidente du comté d'East Pilbara, a dit qu'elle n'avait jamais vu une telle attaque dans ce secteur où elle vit depuis 20 ans.

"Il est évident que tout animal qui a faim peut être agressif, mais j'ai été étonnée d'apprendre que trois animaux avaient attaqué ainsi en meute", a-t-elle dit à la chaîne ABC.

Les attaques de dingos sont très rares.

... dans la région de Pilbara (Australie)

## L'Afrique en bref

• **Congo/Affrontements. La police en accusation**

Une ONG congolaise a accusé hier la police de la mort de 13 jeunes hommes à Brazzaville dans la nuit de dimanche à lundi. Les autorités ont nié toute responsabilité de la police, mettant en cause des affrontements entre bandes rivales.

• **Egypte/Jihadistes. Treize combattants tués dans le Sinaï**

Treize jihadistes ont été tués dans la ville égyptienne d'Al-Arich, dans le nord de la péninsule du Sinaï, lors d'un échange de tirs avec la police, a indiqué mardi un responsable du ministère de l'Intérieur.

• **RDCongo/Présidentielle. Katumbi bientôt de retour à Kinshasa**

L'opposant congolais Moïse Katumbi, en exil en Belgique, "rentrera" en RDC "dans les tout prochains jours", afin de déposer sa candidature à la présidentielle, a affirmé son entourage mardi à Paris. Le dépôt des candidatures s'est ouvert hier et est possible jusqu'au 8 août.

• **Soudan du Sud/Politique. Partage du pouvoir : un accord "préliminaire" signé**

Le gouvernement et les rebelles du Soudan du Sud ont signé hier à Khartoum un accord "préliminaire" sur le partage du pouvoir qui, selon le ministre soudanais des Affaires étrangères, permettra le retour du dirigeant rebelle Riek Machar au poste de premier vice-président.

## A travers le monde

• **Canada/Fusillade. Signé l'EI ?**



Photo : AFP

La police de Toronto estimait hier qu'"aucune preuve" ne permet de confirmer que le groupe Etat islamique (EI) a dirigé la fusillade de dimanche dans la métropole canadienne, l'enquête sur le tireur pointant davantage vers des troubles mentaux que du fanatisme islamiste.

• **Syrie/Conflit. Plus de 180 morts dans le sud**

Plus de 180 personnes ont péri hier dans une série d'attaques revendiquées par le groupe jihadiste Etat islamique (EI) dans le sud de la Syrie, l'un des bilans les plus lourds depuis le début de la guerre en 2011.